

T2137 - 341 - 4,00 F

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
tel: 805 34.08
ccp publico
1128915 paris

N°341 JEUDI 17 JANVIER 1980 4,00 F

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

hebdomadaire

V Congrès de la C.N.T. espagnole

LA VICTOIRE DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

CNT



AIT

8 diciembre 79

Editorial

Noël, le premier de l'An, les Rois ! La fête est finie, la vaiselle rangée, les lampions décrochés ! Une année terne s'est close, une autre s'ouvre ! Ces perspectives ne sont pas brillantes et l'état de santé de l'univers ne nous permet même pas de nous replier frileusement sur nous-mêmes pour vivre de ce que nous avons engrangé !

Ce qu'on nomme la crise du pétrole est une crise de l'économie mondiale et de ses structures politiques. Elle va s'accroître, creusant un peu plus le fossé entre les sociétés de consommation et les sociétés de subsistance. Entre ces deux pôles, des nations en voie de développements, tiraillées entre les deux blocs dont elles sont, à la fois, les fournisseurs et les clients. Leurs réactions imprévisibles vont déséquilibrer le marché, exacerber les convoitises des impérialismes et, en fin de compte, accélérer la dislocation du vieux monde ! Celui-ci essaye désespérément de rétablir l'équilibre, de coordonner les mutations, de freiner les appétits. Il échouera, car tout son édifice économique est bâti sur la loi du profit, sur les différences de conditions entre les nations, différences justifiées à l'Ouest comme à l'Est par la performance, ce qui conduit celles-ci à rejeter les stabilisations qui pourraient être salutaires. On peut, aujourd'hui, énoncer que tout système basé sur des différences économiques et hiérarchiques porte en lui sa propre fin,

car la course à la prédominance sous toutes ses formes empêche cet aplomb à partir duquel un nouvel ordre des choses peut s'imposer à tous, comme indispensable !

Aucune des solutions proposées par l'opposition, ne peut protéger le pays de ses soubresauts à l'échelle mondiale ! Car il ne s'agit plus de trouver des solutions à une crise économique, mais à une crise de société dont le caractère est universel. Les nations en voie de développement s'engagent irrémédiablement sur le chemin parcouru par les sociétés de consommation, les poussant irrésistiblement vers l'abîme pour prendre leur place, en attendant de basculer à leur tour dans le néant. Ni les socialistes, ni les communistes ne peuvent arrêter le cours des choses car rien dans leurs propositions ne peut mettre un frein à l'antagonisme des nations entre elles, des classes entre elles, des hommes entre eux ! Aucun des groupes politiques ou philosophiques est en état d'imposer « la pose » pour restructurer la production et en définir les urgences, pour reconstruire la distribution en imposant les priorités, car tous ces groupes se heurtent à la logique du profit !

Poussée sur les pentes par ses contradictions, la société capitaliste dévale, freinée seulement par la nature du terrain, avant de repartir propulsée par la volonté de domination des nations au bout de laquelle toutes les sociétés hiérarchisées ont fini par culbuter depuis la genèse ! Le moteur de cette course folle au néant, c'est le système de classes et il n'existe pas d'autres solutions que de le détruire, seule, la disparition du profit, de l'autorité, des hiérarchies, peut préparer le terrain à de nouvelles germinations !

DANS CE
NUMERO

LA
CORSE :

LA
RUPTURE ?

FOP 2520

Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

PROVINCE

AISNE : SOISSONS
ALLIER : MOULINS
ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL
AUBE : TROYES
B.-D.-R. : MARSEILLE-AIX
DOUBS : BESANCON
EURE-ET-LOIR : GROUPE BEAUVERON
GARD : GROUPE DÉPARTEMENTAL
GIRONDE : BORDEAUX-CADILLAC
HTE-VIENNE : LIMOGES
ILLE-ET-VILAINE : RENNES
INDRE-ET-LOIRE : TOURS
ISÈRE : GRENOBLE
LOIRE : ST ETIENNE
LOT-ET-GARONNE : FUMEL-AGEN
MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
MANCHE : ST-LO
MORBIHAN : LORIENT
NIÈVRE : NEVERS
NORD : MAUBEUGE-VALENCIENNE
ORNE : LA FERTÉ MACÉ-FLERS
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES : BAYONNE-BIARRITZ
VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDEEN
HAUTE-SAVOIE : ANNECY
SEINE-MARITIME : ROUEN-LE HAVRE
SOMME : AMIENS
TARN-ET-GARONNE ET AVEYRON : VILLEFRANCOISE DE ROUERQUE
VAR : RÉGION TOULONNAISE
YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
EURE-ÈVREUX
BELGIQUE
SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 2°, 5°, 6°, 7°, 10°, 11°, 13°, 14°, 15°, 16°, 18°, 19°, 20°
BANLIEUE SUD
 - FRESNES-ANTONY
 - FRESNES NORD, L'HAY
 - MASSY PALAISEAU
 - ORSAY BURES
 - SAVIGNY SUR ORGE
 - CORBEIL ESSONNES
 - DRAVEIL
 - THIAIS, CHOISY
 - VILLEJUIF
 - MAISSONS-ALFORT, ALFORT-VILLE
BANLIEUE EST
 - GAGNY, NEUILLY SUR MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
BANLIEUE OUEST
 - NANTERRE, RUEIL
 - VERNEUIL, LES MUREAUX

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE LA GARENNE, ST-OUEN
 - COURBEVOIE, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - ARGENTEUIL

LIAISONS

De Aubenas, La Rochelle, Saintes, Hénin-Beaumont, Marennes-Oléron, Salon, Ardenne, Grasse, Vierzon, Bégard, Concarneau, Brest, Montpellier, Laon, Orléans, Cherbourg, Chinon, Chaumont, St-Sever, Vendôme, Toulouse, Blois, Le Puy, Laval, Metz, Creil, Clermont-Ferrand, Nord Seine-et-Marne, Maule, La Roche/Yon, Montauban, Poitiers, Nord de la Hte-Vienne, Epinal, Novon, Florac, Ajaccio, Bastia, Angoulême, Firminy, Nantes, Mulhouse.

LIAISONS PROFESSIONNELLES

- LIAISON INTER-ENTREPRISES DES ORGANISMES SOCIAUX
 - LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - LIAISON DU LIVRE
 - CERCLE INTER-BANQUES

Groupe de Troyes : les 1^{er} et 3^{es} mardis de chaque mois, de 19 à 21 h, 17 rue Char. les Gros (1^{er} porte à gauche).

Groupe de Tours : Pour tout contact écrire à Claude Garcia, B.P. 2141, 37021 Tours Cédex.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h. à la MJC La Paillette.

Groupe libertaire d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h. à la librairie La Tête en Bas, 17 rue des Poitiers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 16 h. au local « Culture et Liberté », 72 Bd Eugène Pierre à Marseille.

Groupe Hédonien de Fumel : point de rencontre possible au bar de l'Arnaque, 17, rue Léon Jouhaux, tous les soirs après 21 h.

Région toulonnaise : le samedi de 15 h. 30 à 19 h. au local du Cercle Jean Rostand, rue Montebello à Toulon.

Groupe Proudhon de Besançon : au local du groupe, 97 rue Battant, le mercredi de 18 h. 15 à 20 h. et le samedi de 15 à 17 h.

Groupe Eugène Varlin : Petite salle du Patronage laïc, 72 avenue Félix Faure, (13^e), métro Boucicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe du Havre et région « L'entraide » : dans les locaux du CES, 16 rue Jules Tellier, 76 000 Le Havre, permanences le lundi, mercredi, samedi de 18 à 19 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 18 h., en son local 7 rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe d'Amiens : peut être contacté en écrivant à B.P. 7 - 80 330 Longueau.

Groupe Élisée Reclus d'Aix-en-Provence : tous les samedis de 10 à 13 h. à la table de presse tenue devant le Palais de Justice, et tous les mercredis de 10 à 16 h. dans le hall de la Fac de Lettres.

Groupe de Rouen : le samedi de 15 à 17 h., rue du Gros Horloge.

Groupe Nestor Makhno de St Etienne : tous les jeudis à partir de 19 h, au local 15 bis CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St Etienne

Groupe Jacob : le lundi de 18 à 20 h. et le samedi de 14 à 16 h., au 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Louise-Michel : le lundi de 18 à 20 h., le mercredi de 16 à 19 h. (en même temps que la permanence du collectif IVG), le samedi de 17 à 19 h., 10 rue Robert Planquette, Paris 18^e.

Groupe Emma Goldman : le jeudi de 17 à 20 h. et le samedi de 16 à 18 h., 51 rue de Lappe, Paris 11^e.

Groupe Voline : 26 rue Plat, Paris 20^e, tous les samedis de 14 à 16 h.

Groupe libertaire vendéen : B.P. 12, 85170 Le Poiré-sur-Vie

Groupe Soleil noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26 rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Fresnes-Antony : mercredi, jeudi, vendredi de 14 à 19 h, samedi de 10 à 19 h, dimanche de 10 à 13 h, 34 rue de Fresnes à Antony, métro Antony (tél. 668-48-58)

Groupe d'Argenteuil : tous les samedis de 15 h 30 à 18 h 30, 28 rue Carême Prenant à Argenteuil (au fond de la cour).

Groupe libertaire de Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires Centre Alfa de Bondy, 3 allée des Pensées - 93140 Bondy

Groupe Massy-Palaiseau : tous les mardis de 10 à 15 h au 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony), tél. 668-48-58.

Les Editions de l'Entr'aide viennent de publier **POUR L'ANARCHISME** de Nicolas Walter En vente à Publico 7 F

COMMUNIQUÉS

Le groupe de St Brieuc vend le M.L. à la criée tous les samedi matin place de la poste pendant le marché.

Les sympathisants intéressés par la création d'un groupe libertaire étudiant à Rouen peuvent contacter les militants le vendredi et le mardi midi au restaurant universitaire du Panorama.

Toutes celles et tous ceux qui sont intéressés pour monter une liaison F.A. sur Béziers, peuvent prendre contact en écrivant aux Relations Intérieures.

Une liaison F.A. est en formation sur Avignon-Montfavet, la contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe Massy-Palaiseau tient une permanence tous les mardis de 10 à 15 h. au 34, rue de Fresnes à Antony. Tél. 668-48-58. (Métro Antony).

Le groupe anarchiste révolutionnaire Nestor Makhno de Saint-Etienne, récemment créé, déclare que l'idée d'unité collective dans l'action permet seule l'organisation de la résistance au pouvoir, à l'autorité et à l'oppression. Il met en avant la recherche de coordination entre les flocs de résistances populaires, et appelle les révolutionnaires anarchistes stéphanois à le rejoindre.

Les camarades intéressés par la création d'une liaison Voie libre dans la région Rhône-Alpes peuvent prendre contact en écrivant aux Relations Intérieures qui transmettront.

Le groupe de la région toulonnaise assure tous les dimanches matin, au marché aux Pucés de Toulon (La Vallette), une vente du Monde Libertaire ainsi que de livres, brochures, etc.

Tous les sympathisants libertaires ou individus intéressés, habitant Cergy-Pontoise ou proche région, peuvent contacter les Relations Intérieures, en vue de créer un groupe.

Un groupe est en formation à Toulouse. Les personnes intéressées peuvent le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe de Soissons recherche de nouveaux militants pour donner plus de poids au combat libertaire dans la région. Il informe les sympathisants désirant le rencontrer qu'ils peuvent le faire sur le marché de Soissons de 10 à 12 h où il vend régulièrement Le Monde Libertaire.

La liaison de Montpellier et l'Hérault appelle tous les sympathisants et camarades intéressés par la relance des activités de celle-ci et dans le but d'affirmer notre éthique spécifique anarchiste auprès de la population, à se constituer en groupe de la Fédération Anarchiste sur la région. Thèmes travaillés actuellement : l'éducation anti-autoritaire, la lutte anti-nucléaire, la société anarchiste (par ex., indiens Sioux, Espagne 36, mouvement makhnoviste) et enfin la lutte des femmes contre la domination phalocroïque et l'exploitation capitaliste.

Les camarades anarchistes intéressés par la création d'un groupe sur Plessis-Robinson et ses alentours (92) peuvent prendre contact par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe communiste libertaire de Valenciennes invite tous les anarchistes et sympathisants de la région, à le contacter par l'intermédiaire des Relations Intérieures.

Le groupe de Cadillac informe qu'à partir du mois de décembre, il assurera tous les vendredis matin une vente du Monde Libertaire, au marché de Langon, ainsi que tous les samedis matin au marché de Cadillac.

Directeur de la publication Maurice Laisant Commission paritaire n° 55 636 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977 Routage 205-Publi Routage Diffusion SAEM Transport Presse

Permanences antimilitaristes

Tous les samedis de 13 à 15 h
 51, rue de Lappe
 75 011 PARIS

et
 tous les samedis de 15 à 18 h
 26, rue du Wad-Billy
 METZ - Tel. 74.41.58

Le groupe anarchiste Maurice Fayolle de Tours organise le 24 janvier 1980 un Cercle d'Etudes Libertaires réservé aux sympathisants sur le thème

L'organisation anarchiste et les mouvements sociaux à 20 h à la Faculté des Lettres de Tours, salle 108

Le groupe Fresnes-Antony organise en son local 34 rue de Fresnes à Antony (métro Antony)

une réunion de formation anarchiste sur le thème Anarchistes et marxistes dans la Première Internationale jeudi 24 janvier à 20 h 30 avec la participation de Georges Ribeill auteur du livre « Marx/Bakounine : socialisme autoritaire ou libertaire »

Permanence Relations Intérieures de 14 h à 17 h 3 rue Ternaux 75011 Paris



ABONNEZ-VOUS

LE MONDE LIBERTAIRE
 Rédaction-Administration: 3 rue Ternaux 75011 Paris
 Tel. 805.34.08 CCP Publico 11289 15 Paris

TARIF		
	Sous pli fermé	Etranger
France		
3 mois	50 F	78 F
6 mois	95 F	150 F
12 mois	180 F	280 F

Abonnez-vous

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 3 rue Ternaux 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

à partir du N° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement

Règlement (à joindre au bulletin):

Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste.

en bref...en bref...

Le Collectif de lutte anarcho-syndicaliste appelle ses sympathisants et adhérents à une AG, le samedi 19-1-80, à 17 heures dans les locaux du CES 16 rue Jules Teller au Havre.

Aviz de recherche n°11 et 12 est paru, toujours aussi intéressant et bien informé sur l'antimilitarisme.

Trois soldats appartenant à la 3^e Compagnie du 2^e Régiment d'Infanterie du Mans, stationné en Nouvelle Calédonie depuis le 28 décembre, sont morts d'insolation au retour d'une marche de 10 km. Les autorités militaires ne s'expliquent pas le drame, bien évidemment.

Les syndicats et le problème afghan La CFDT a envoyé une délégation à l'ambassade d'URSS pour y exposer son point de vue après l'intervention soviétique en Afghanistan. Celle-ci fut, du reste, reçue.

Pour FO, l'intervention soviétique constitue de graves menaces pour le paix dans le monde.

A la CGT, la Commission exécutive s'est divisée à propos du rapport de Joannes Galland qui ne condamne pas assez fermement cette ingérence. Sur 94 membres, 11 se sont abstenus et 5 ont voté contre. Il paraîtrait que c'est la première fois que l'unanimité ne soit requise à la C.E. Au Bureau confédéral, la division est encore plus marquée. 8 membres sur 16 se sont abstenus.

Le Comité international pour la défense de l'Amazonie organise, le jeudi 17 janvier, à 20 heures au FIAP, 30 rue Cabanis 14^e arr., un débat avec la participation de plusieurs scientifiques. Entrée : 5 F.

S. Liorzou, insumis à l'ONF, a été condamné à 600 F d'amende par le Tribunal correctionnel de Dijon le 19-12-79.

Bouaziz est ouvrier algérien, responsable de la caisse de grève du foyer Sonacotra AFRP du port de Genevilliers. Un résident opposé à la grève, a porté plainte contre lui, pour détournement d'une partie des fonds. L'Etat, par l'intermédiaire du Parquet, veut faire main basse sur l'argent des résidents, en demandant comme condition pour libérer Bouaziz (qui est en prison depuis 3 mois) le versement des fonds au tribunal.

Le résultat du procès de Radio-Trottoir sera connu le vendredi 18 janvier, nous en informerons nos lecteurs dans notre prochain numéro, et comme prévu Radio-Trottoir émettra ce même vendredi à 19 h 30

Tous au rassemblement pour la marche le 19 janvier à 10 h Angle gare St Lazare rue d'Amsterdam

Pour un nouveau local pour la librairie PUBLICO souscrivez massivement

La Corse sur le chemin de la rupture



Ajaccio 1969, ville impériale, c'est le bicentenaire de la naissance de celui qui fut l'empereur des Français, le petit Napoléon. Qui aurait pu penser alors, il y a dix ans, qu'Ajaccio deviendrait le centre d'événements appelant la Corse à s'ériger en Etat ? Ajaccio est une ville avant tout administrative, sa mairie a été la seule en France à être tenue par un parti bonapartiste. Ajaccio et Bastia sont les deux villes qui rassemblent la moitié de la population de l'île, de plus de 200000 habitants. Les statistiques, du reste, sont controversées de la même façon que les élections, dans la mesure où de nombreux Corses installés sur le continent, sont inscrits comme résidents dans l'île.

Bastelica, dimanche matin, deux gentilles barbouses affirmant se rendre à la pêche, mais plus vraisemblablement venant préparer un attentat contre un autonomiste, se font prendre en otages par un commando de nationalistes.

Tandis que la presse s'aperçoit de la détermination du commando, dans les mémoires revient en force l'histoire encore récente de l'occupation d'une cave vinicole à Aléria en 1975. Celle-ci, réalisée dans l'intention de dénoncer le scandale des vins et de la répartition des terres, se solda par deux morts, suite à l'intervention de la troupe. La dissolution successive de l'ARC (Action pour la Renaissance de la Corse) fit aussi un mort à Bastia, toujours du côté des forces de l'ordre, lors de soirées d'émeute.

Aujourd'hui, Bastelica a surtout rappelé Aléria par l'importance du dispositif policier et militaire mis en œuvre, auto-mitrailleuses, canons, hélicoptères, cernent le village, ce village qui fait la vie des journaux, mais qui ne compte que 700 habitants, un des seuls encore à conserver un peu de jeunesse pendant l'hiver... Le village est investi, alors que les otages ont déjà disparu ainsi que la majeure partie des nationalistes, une vingtaine de personnes sont aussitôt arrêtées ; pendant ce temps, les barreaux de la gendarmerie laissent passer une trentaine d'hommes qui descendent vers Ajaccio, et occupent un hôtel. Toutes ces péripéties pour arriver à faire reconnaître au gouvernement - et en informer l'opinion publique - que les différents attentats organisés par le groupe anti-autonomiste FRANCIA ont bien été orchestrés par la préfecture d'Ajaccio, en relation étroite avec différentes autorités politiques de l'Etat, et non des moindres. Deux des révélations les plus intéressantes ont été faites par Bertolini (un des deux otages), ayant reconnu avoir été le chef du réseau FRANCIA de 1977 à 1978, et par un sympathisant autonomiste infiltré au SAC (Service d'Action Civique... police parallèle d'origine gaulliste), qui affirme que le chef de FRANCIA est, aujourd'hui, Dominique Renucci, directeur de cabinet à la préfecture de région. Bonnet, ministre de l'Intérieur, n'hésite pas à voir, au travers du rejet de toutes négociations, en cette affaire un délit de droit commun, qui n'a rien de politique ; on parle même de juger les barbouses s'il le faut. Les barbouses seront-elles jugées sur leurs actes seulement, ou sur le rapport entre leurs actes et le lien avec le téléguidage de ces mêmes actes par le gouvernement ? Sûrement pas, et le blocus de l'information est là pour attester la démarche adoptée. Déjà trois morts pour avoir refusé l'autorisation de la conférence de presse où les otages, en contre partie de leurs révélations, devaient être libérés. Mais il est vrai que l'Etat préfère le silence, sur certaines de ses activités, à la vie de ses ressortissants. En Corse, depuis des mois, les gens avertis savent que la stratégie de FRANCIA - et par conséquent du gouvernement - a été de s'attaquer individuellement aux autonomistes « légaux » de l'UPC - et non aux indépendantistes du FLNC - de façon à ce que les premiers bénéficiaient du soutien d'une large partie de la population, rejoignent les derniers dans la clandestinité et la violence, et puissent ainsi se marginaliser. Cela veut dire que les pouvoirs publics - comme le dit Le Monde du 11/1 - ne veulent pas laisser d'autre choix que

celui du statu-quo ou de l'indépendance. D'ailleurs l'Etat français ne veut apporter aucune solution aux maux réels dont souffre la Corse, car trop d'intérêts sont en jeu, et n'apporte comme remède au malaise corse qu'une réponse de fermeté qui ne correspond pas du tout au cadre de la psychologie insulaire. Il suffit de s'être rendu régulièrement en Corse ces dernières années pour avoir pu observer le développement imposant du dispositif policier et du sentiment grandissant chez les insulaires d'être en présence d'une armée étrangère d'occupation.

Ce peuple qui n'offrait, il y a encore peu de temps, comme salut à sa jeunesse que l'engagement dans l'armée (la coloniale à elle seule comptait plus de 20% de soldats et d'officiers corsés), ce peuple qui fut le premier département à être libéré de l'occupation, a eu la majeure partie de sa population active décimée entre les deux guerres, 50000 hommes sur une population totale de 300000 habitants, voilà maintenant qu'il refuse la Légion et réclame avec force son départ. Des villageois sont même contraints à faire la chasse au légionnaire, à Bustanico, où deux bergers furent assassinés.

Les maux réels dont souffre la Corse sont des problèmes démographiques, d'identité et des problèmes économiques. D'abord, la Corse est une île qui refuse sa mort ; la Corse fait partie des départements les moins peuplés : pas plus de 25 habitants au kilomètre-carré. Moins peuplée qu'hier, la Corse a été un réservoir d'hommes pour l'armée et l'administration française, aujourd'hui, le problème démographique reste lié à la nécessaire création de débouchés ; il n'y a pas d'école hôtelière pour le passage d'un million de touristes par an, il n'y a toujours pas d'université, alors que toutes les régions y ont droit.

Les possibilités d'embauche sont plus que faibles et nombreux sont les jeunes qui, hier, se seraient expatriés et qui, maintenant, aujourd'hui, une vie matérielle précaire afin de pouvoir rester chez eux. La situation de l'emploi est d'autant plus catastrophique que l'administration a tenté de « décoriser » les emplois en faisant venir les fonctionnaires de l'extérieur. Sur un plan général, la Corse est composée pour moitié de non-corses et lorsque l'on sait que la population autochtone est composée en large partie de vieillards et de retraités, on peut considérer que les membres de l'ethnie en présence permanente sur l'île ne représentent que cinquante mille individus actifs, c'est-à-dire une poignée qui refuse l'asphyxie causée par le rejet de leur langue, l'achat de leur terre, par le développement incontrôlé du tourisme.

Il faut se faire à l'idée que la Corse est une région mal intégrée à l'Etat français, conquise il y a seulement deux siècles après de terribles batailles et qui a bâti son unité avec le continent sur la base du mythe napoléonien. La Corse, carrefour de toutes les civilisations méditerranéennes, a un cadre géographique mieux déterminé que l'Occitanie qui s'étend de Bordeaux à Nice, la limite est ici naturelle, c'est l'insularité. Sa langue n'est pas seulement une resurgéance dans la vie littéraire, mais une pratique de tous les jours et de presque tous les milieux.

La démographie donc est ici un problème de survie d'une culture et d'une ethnie aux traits accentués, un peuple de montagnards et de bergers-paysans. Le problème agricole, lié directement à la question de la démographie, demeure le problème de désertification de l'intérieur, tout se pose en bloc. Le fait que le cycle agro-pastoral ait été détruit par le développement de l'économie corse de son circuit méditerranéen au début du siècle, a fait réapparaître à peu l'économie de montagne unique qui se trouvait à l'économie locale que lorsque les anciens jardins en terrasses et en friche produisaient encore de l'herbe ; mais peu à peu le maquis, stade de la forêt en préformation, recouvre les terrains d'un entrechevêtre-

ment d'arbres, d'arbustes et de ronces. Ces terrains deviennent impropres à l'élevage des ovins. Ce cheptel de 120 mille têtes est le plus important et celui qui trouve le plus de débouchés (Roquefort, etc.), mais aussi celui qui s'adapte le plus au manque de prés ; il faut donc importer du fourrage en période estivale ; quant aux caprins et aux bovins, le problème ne se pose pas dans les mêmes termes.

Dès que la période des vacances arrive, c'est le retour des incendies, toujours plus dévastateurs, le développement du maquis, cause de l'abandon des jardins dans la montagne qui ne constitue plus les pare-feux naturels d'hier. Mais pour le berger, le feu est souvent une question vitale face au manque de pâturages, certains incendies s'expliquent de cette façon, les bêtes peuvent alors brouter les jeunes pousses le temps que le maquis se refasse ; quant à l'érosion, elle ne tardera pas à faire sentir ses effets après des incendies successifs.

Pour en revenir à l'agriculture, après cette large parenthèse, alors qu'elle a subi un essor indéniable, les agriculteurs ne sont pas satisfaits. Les crédits, disent-ils, n'ont pas profité aux autochtones, mais aux colons pieds-noirs, dont certains, d'ailleurs, d'origine insulaire. Nombreux sont, parmi les 300 villages de montagne, ceux qui ont leur « plage » sur la côte. La plage n'était qu'une bande de terre côtière qui permettait la transhumance. L'hiver se passait dans la plaine, où le faible soleil ne faisait pas subir les effets de la malaria et celui du froid, moins virulent qu'en altitude. Les beaux jours revenus, les bergers remontaient dans les villages. Mais aujourd'hui la mise en valeur de la plaine orientale, permise par la destruction au DDT du paludisme en 45 par les Américains, a supprimé nombre de parcours pastoraux au profit de l'industrie agricole des agrumes et de la viticulture.

Actuellement, une grande partie de la côte est achetée par de grandes sociétés internationales qui attendent des moments plus propices, disons plus calmes et moins explosifs, pour construire des ensembles touristiques.

Dans la montagne, le tourisme n'en est encore qu'à ses premiers pas, mais la beauté du cadre et quelques démarches entamées, laissent supposer que l'intérieur serait aussi convoité.

Mais l'insularité sur des terres, le morcellement parfois miniaturisé de lopins et l'amour de la terre ancestrale que l'on ne veut pas vendre, même si l'on ne retourne que rarement sur l'île, sont autant d'obstacles qui s'opposent momentanément à ce désir d'acquisition.

Le tourisme, lui aussi, pose ses problèmes ; tandis qu'il ne rapporte qu'indirectement des finances à l'économie insulaire, il est intensif et ne s'intègre pas avec le caractère de la communauté locale. C'est un tourisme de culs à bronzer qui, bien souvent, se sent sur un terrain conquis, avec un petit rictus de supériorité, ce qui amène inévitablement une attitude inhospitalière de la part des Corses, habituellement d'un caractère orgueilleux.

Ainsi la formation hôtelière comme celle des fonctionnaires et le caractère du type agricole favorisé, sont d'importation. Ce sont ces différents problèmes que nous venons seulement d'ébaucher, et que ne veut ou ne peut régler l'Etat, qui font et qui feront que le problème corse sera toujours explosif.

Ce qui se passe aujourd'hui circumspectement en Corse, peut déboucher de différentes façons, mais il est à peu près sûr que les incarcérations massives (ceci en proportion du faible nombre de jeunes sur l'île) faisant en sorte que nombreux sont les familles ayant un détenu parmi les siens, sont en train de créer les prémices d'une guerre civile. Il est probable que l'épisode qui se déroule actuellement ne soit qu'un échelon supplémentaire que l'on vient de franchir. Ce matin du 11 janvier, on se prend à sourire aux propos de la radio qui parle de vainqueurs et de vaincus au sujet des 40 occupants de l'hôtel qui se sont rendus à la police. Les occupants ont peut-être préféré éviter un massacre alors que le groupe d'intervention de la gendarmerie nationale avait

pris position de façon très rapprochée. Peut-on parler de vainqueurs et de vaincus en pensant que les problèmes se résolvent avec une simple baisse de la tension, alors que les motivations de la colère, les problèmes de fond, ne trouvent pas de solution ? Les deux morts innocents ne peuvent laisser indifférente la population, et ces assassinats se gravent dans la mémoire collective. Le gouvernement ne veut pas comprendre que les divisions politiques s'effacent devant la répression au profit de la solidarité.

Un processus de rupture est engagé et seules des mesures économiques tactiques pourraient éviter pour les années futures ce qui semble impossible à éviter autrement : l'affrontement. Or la seule réponse du moment consiste à l'exhortation au calme tandis que les renforts viennent augmenter le dispositif policier. Les troupes rentrent dans Bastia, alors que rien ne s'est passé encore dans cette ville. On pourrait d'ailleurs se poser la question de savoir si le gouvernement ne cherche pas l'affrontement pour vider un abcès.

Ce qui se produit aujourd'hui, c'est donc une position de refus des Corses face à la persistance des problèmes démographiques, culturels, économiques, scolaires, paysans et touristiques. Ce refus a commencé à s'exprimer dans les années 60 et a suivi une longue évolution graduelle, partant de la simple revendication d'être reconnus comme des Français à part entière à celle d'être reconnus tout simplement sous sa propre identité.

Au départ, la départementalisation a été la première revendication, puis on est passé au stade du régionalisme, la Corse devenant région et les amélorations ne se faisant pas sentir, il a fallu réclamer une autonomie interne, un peu à l'image de la Sardaigne et de la Sicile par rapport à l'Italie, disons que la vie politique et économique ne serait plus décidée de Paris.

Mais l'autonomie, boycottée et ignorée, tout en se développant, a dû céder aux exigences de sa jeunesse. Edmond Simeoni a même été amené à être l'homme d'Aléria. Peu à peu, des groupements clandestins dont il ne reste, apparemment, que le FNLC, ont absorbé les jeunes les plus « mordants » qui, pour certains, comme il l'est dit, militent le jour à l'UPC (les autonomistes) et la nuit au FNLC (les indépendantistes). L'UPC est l'organisation qui s'est reconstituée après les événements d'Aléria et la dissolution de l'ARC, en se reconstituant, elle a perdu des adhérents mais a mieux contrôlé ses effectifs. C'est une organisation inter-classiste qui ne pose pas le problème des classes au sein de la nation corse, c'est une organisation qui cherche à unir tous les Corses sur une base d'identité, de sentiments.

A la rencontre internationale des peuples sans Etats, tenue à Ajaccio en août dernier, ne furent abordés ni le problème social, ni la solution fédéraliste, les gens se rassemblant avant tout sur la base de l'unité nationale et non d'une unité de condition économique. Quant au FNLC, beaucoup plus à gauche que l'UPC - qui évite toujours de se situer politiquement, pour ne perdre personne, ses propositions tendraient à affirmer un côté socialisant - le FNLC, lui, s'inspirerait plus de théories gauchisantes et propose un pouvoir populaire démocratique.

Comme nos camarades iraniens (voir le M.L. du 22/11/79), nous ne pouvons nous sentir que solidaires des ethnies qui refusent l'uniformité du centralisme et qui tendent à faire valoir leur particularisme, leur culture. Là où nous ne pouvons plus être solidaires, c'est lorsque des peuples, pour se libérer, reproduisent les structures inégalitaires et autoritaires de tous les Etats.

Rousseau s'inspirait déjà de la république de l'île de Corse, pour montrer son caractère avancé dans l'ère des révolutions politiques précédant les constitutions française et américaine ; nous espérons aujourd'hui de la Corse qu'elle sache faire autre chose que les peuples sans Etats qui, en guise de se libérer, s'enchaînent dans les maillonnés d'un nouvel Etat !

Groupe FRESNES-ANTONY

V Congrès de la C.N.T. espagnole

Résolutions

Le congrès de la « Casa de Campo » Syndicat ou nébuleuse gauchiste

Comme nous l'avions annoncé dans le compte-rendu sur le V^e Congrès de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) qui s'est tenu à Madrid du 8 au 16 décembre dernier, nous entamons cette semaine la publication des résolutions prises lors de ce congrès et portant sur les principaux points de son ordre du jour.

Après en avoir terminé avec les premières modalités, purement techniques, les délégués devaient aborder ce que l'on pouvait à juste titre considérer comme le point capital à résoudre, puis-que devant déterminer pour l'avenir la nature même de l'organisation, et résumé sous le titre « Principes, tactiques et finalités de la C.N.T. »

Comme nous l'évoquions dans notre article paru dans le M.L. du 27 décembre et rendant compte de ce congrès, différentes conceptions s'opposaient sur ce sujet. D'une part, un courant nettement majoritaire, qui devait d'ailleurs permettre que soit adopté le texte définitif, partisan d'une C.N.T. qui reste une organisation syndicale, c'est-à-dire agissant avant tout dans le monde du travail, aux principes et finalités propres qui la distinguent nettement des autres organisations syndicales existantes, bref une organisation anarcho-syndicaliste classique œuvrant dans le cadre qui lui est propre, en complémentarité avec les autres composantes du mouvement libertaire. D'autre part, un courant favorable à une C.N.T. globaliste, qui ne se contenterait pas d'intervenir sur le terrain économique mais aussi dans tous les domaines de la vie sociale et culturelle où l'exploitation se fait sentir (lutttes de quartiers, des femmes, des marginaux, écologie, etc.), transformant ainsi l'organisation anarcho-syndicaliste en « mouvement » libertaire proprement dit.



Il serait trop simple, bien entendu, de croire qu'au sein de ces courants une unanimité existe en tous points. Dans le courant majoritaire, favorable à une C.N.T. anarcho-syndicaliste, on s'apercevra, et cela est d'ailleurs tout à fait normal, que les opinions diffèrent sur d'autres questions, la stratégie syndicale, par exemple, comme nous le verrons ici même en rendant compte de ce point particulier. Pourtant, il est nécessaire de dire ici qu'à côté d'une tendance réduite, incontestablement sincère bien qu'inconséquente, opposée au premier courant, se retrouveront tous ceux que l'existence même de la C.N.T. dérange, et qui, rêvant à sa disparition, ont travaillé depuis plusieurs années à sa paralysie. Trotzkyistes, conseillistes et autres provocateurs se sont donc unis sur ce point comme en d'autres, non par conviction idéologique mais par intérêt à susciter et prolonger l'affrontement et la discussion internes, et dont la volonté évidente de saboter ce congrès s'est affirmée trop longtemps. L'échec cuisant de ces derniers, consacré par le texte que nous vous présentons cette semaine, donnera d'ailleurs lieu dans le déroulement ultérieur du congrès à de nouvelles provocations et tentatives de saboter ce dernier.

Nous vous présentons donc ici la première partie du texte adopté concernant ce point-clé de l'ordre du jour. Sa longueur nous a en effet obligé à retarder d'une semaine la publication de la seconde partie : « Concept fédéral du communisme-libertaire », pour ne publier que la première : « Anarcho-syndicalisme, définition et tactiques ». Le profane apprendra, le lecteur averti et le militant s'apercevront à la lecture (confirmation d'une C.N.T. anarcho-syndicaliste dont la finalité reste le communisme-libertaire et l'action directe la tactique de base) que ce rapport reprend les grandes lignes du texte élaboré lors du dernier congrès de la C.N.T. tenu à Saragosse en 1936, ratifiant ainsi les bases théoriques sur lesquelles reposait l'organisation syndicale qui devait incontestablement marquer cet événement dont les anarchistes peuvent aujourd'hui encore être fiers de se réclamer : la grande révolution espagnole de 1936-39.

Le secrétariat
aux Relations Internationales
de la Fédération Anarchiste

Principes, tactiques et finalités de la C.N.T.

« L'anarcho-syndicalisme est en réalité, du point de vue des principes, une vision déterminée du monde, qui correspond à la philosophie anti-autoritaire et émancipatrice de l'anarchisme, et pour cela extériorise son opposition à toute exploitation, tant économique que politique, et à toute aliénation religieuse, son objectif fondamental et prioritaire étant de propager ces idées au monde du travail au moyen du syndicat... »

... Il faut penser, et l'histoire le démontre, que les révoltes ou tentatives révolutionnaires sont vouées à l'échec si, dans les pays où elles se font, une organisation syndicale révolutionnaire n'existe pas ».

Introduction

Nous comprenons l'anarcho-syndicalisme comme la synthèse de la théorie et de la pratique de l'anarchisme agissant sur et en tout type d'associationnisme ouvrier qui conflue vers un syndicat. Il s'agit d'une synthèse de l'anarchisme et du syndicalisme révolutionnaire pour impulser le changement de société actuelle à partir du monde du travail.

L'anarchisme a été la source d'inspiration du syndicalisme révolutionnaire, né en France au siècle dernier, au point que l'on peut dire de lui, comme le fait actuellement l'A.I.T., qu'il est synonyme d'anarcho-syndicalisme.

Il est utile d'établir une différenciation dans les contenus essentiels qui caractérisent l'action du syndicalisme révolutionnaire qui défend et pratique l'anarcho-syndicalisme, et ceux qui défendent certains groupes et secteurs assez éloignés du mouvement libertaire, malgré l'emploi abusif - en dénaturant son contenu - qu'ils font du terme « syndicalisme révolutionnaire ». Nous n'entendons pas autre chose par syndicalisme révolutionnaire que ce mouvement qui, surgi d'entre les classes exploitées et opprimées, aspire à la destruction du système établi pour, au moyen d'une action directe et anti-autoritaire, démonter les mécanismes de domination en mettant tous les moyens de production au service des travailleurs, lesquels prendront en toutes circonstances les décisions qu'ils croient convenables sans connaître aucun autre type de médiation, imposition ou pouvoir qui ne provienne des propres travailleurs.

Abondant donc dans ce qui vient d'être exposé, nous ratifions les accords adoptés par le Congrès constitutif de l'As-

sociation Internationale des Travailleurs, célébré à Berlin en décembre 1922, et modifiés au IV^e Congrès de Madrid de 1931 et au V^e Congrès de Paris de 1935.

Principes et finalités

L'anarcho-syndicalisme est en réalité, du point de vue des principes, une vision déterminée du monde, qui correspond à la philosophie anti-autoritaire et émancipatrice de l'anarchisme et pour cela extériorise son opposition à toute exploitation, tant économique que politique, et à toute aliénation religieuse, son objectif fondamental et prioritaire étant de propager ces idées au monde du travail au moyen du syndicat. Il s'agit sur le terrain syndical, parce que c'est sur le terrain économique, où la lutte des classes se fait avec le plus de clarté et est assumée par la majorité des travailleurs, que l'individu sent réellement l'exploitation. Il faut penser, et l'histoire le démontre, que les révoltes ou tentatives révolutionnaires sont vouées à l'échec si, dans les pays où elles se font, une organisation syndicale révolutionnaire n'existe pas.

Il faut souligner que cette attitude d'opposition à toute exploitation ne peut être qualifiée de simple idéologie ou de produit de laboratoire, mais qu'elle répond à une constante de l'être humain tout au long de l'histoire dans sa lutte sans trêve contre tout type d'oppression. Cette lutte constitue la revendication du droit à être et à disposer librement de son destin, joint au désir solidaire que touchent les personnes, d'une façon collective, épousent ce droit. Il n'y aura pas de véritable liberté tant qu'une seule personne continuera à être soumise à ses semblables. Le mérite de la pensée libertaire réside en partie dans l'éclaircissement de ce point dans la conscience de l'individu.

Face au monde d'oppression constante que nous subissons en de multiples domaines, l'anarchiste oppose sa rébellion. Sa vision part d'une rupture totale avec les valeurs politiques, économiques et culturelles établies par les classes dominantes à travers l'histoire. Pour l'anarcho-syndicalisme, l'évolution historique, si elle a un sens, doit culminer en une éthique de la responsabilité personnelle et intransférable, opposée de façon radicale à la constante historique de domination. Cette rupture suppose que l'anarcho-syndicalisme oppose aux valeurs de la société établie ses propres valeurs. Aux moyens de ces valeurs les travailleurs se convertissent en agents souverains et actifs de la transformation sociale. Pour mener à bien cette transformation en profondeur, l'anarcho-syndicalisme se matérialise dans la forme organisationnelle concrète que nous nommons C.N.T. (Confédération Nationale du Travail).

Anticapitalisme

L'anarcho-syndicalisme s'oppose de façon radicale au système établi par le capitalisme privé ou d'Etat dans toutes ses variantes. Le capitalisme, indépendamment de ses transformations présentes ou futures, représente l'exploitation économique dérivée de la propriété privée des moyens de production et leur capitalisation par quelques-uns, et peu importe que les exploités soient représentés individuellement, de façon anonyme ou collective. Le capitalisme d'Etat pour sa part s'attribue la propriété à bénéfice d'un secteur privilégié et intégré à l'Etat. Tant dans un système que dans l'autre, l'individu, le travailleur n'est pas maître de son travail ni de ses décisions. D'une part on allègue la nécessité de l'économie (do-

V Congrès de la C.N.T. espagnole

Résolutions

Principes, tactiques et finalités de la C.N.T.

minée par les grands propriétaires et financiers protégés par l'Etat), d'autre part on sacrifie la classe travailleuse au nom d'un faux « bien commun » imposé par l'Etat. Chacun des systèmes développe ses institutions (moyens de répression) à travers la classe gouvernante : lois, organismes de justice, prisons, police, armée, etc., pour dominer les gouvernés et imposer la culture propre du système.

Anti-étatisme

Selon ce qui vient d'être exposé, il devient évident qu'une des finalités de l'anarcho-syndicalisme est la destruction de l'Etat, réalité politico-juridique qui soutient et sacrilise, au moyen de ses divers organismes et lois - parlement, sénat, constitution, corps policiers et répressifs de toutes sortes, et en dernier lieu l'armée -, les forces économiques d'exploitation. Il est clair que l'Etat constitue la représentation de la classe dominante soutenue, dans le cas de ladite société occidentale dans laquelle nous vivons, la propriété privée des moyens de production et l'économie de marché. Cela entraîne et maintient la traditionnelle minorité d'âge du citoyen et le maintien de l'actuel système au moyen de la répression et du terrorisme institutionnalisés. Face à cela l'anarcho-syndicalisme oppose à l'Etat la libre fédération des communes autonomes libertaires.

Antimilitarisme et internationalisme

Ces deux définitions, connexes, font partie des convictions de la C.N.T. et entrent en relation avec la nécessité d'articuler une activité sur le plan international, en liaison avec les organisations affinitaires de l'anarcho-syndicalisme d'autres pays, activité ayant pour objet de maintenir d'un commun accord une lutte sur ce front.

Autres formes de pouvoir

Conséquent avec l'idée que la théologie est à la racine de tout gouvernement politique, l'anarcho-syndicalisme manifeste son opposition à toutes les religions et églises, ainsi qu'aux formes philosophiques et idéologiques qui s'opposent au développement critique de l'individu.

La culmination des luttes de transformation contre le capitalisme et l'Etat constitue la finalité essentielle de l'anarcho-syndicalisme et donc de la C.N.T. Ces deux fronts fondamentaux de lutte embrassent tous les autres fronts de lutte possibles. Pour cela la C.N.T. prêterait une attention élevée et appuiera l'action contre les réalités dérivées de l'agissement corrompue de l'Etat et du productivisme capitaliste, lequel porte atteinte à la nature et dégrade, affectant l'équilibre même de l'homme dans son environnement.

Par exemple, la lutte dans les cités et autres luttes doivent se réaliser à partir d'un militantisme souhaitable et volontaire des cénétistes à travers les organisations de quartiers.

De tout ce qui est exposé l'on déduit que les profondes transformations économiques et politico-sociales retenues comme aspirations de l'anarcho-syndicalisme et de la C.N.T. pourront seulement se concrétiser avec la réalisation du communisme-libertaire, celui-ci étant en réalité la matérialisation de celles-là.

Le fédéralisme

La fédération devant être la base de la société future, la C.N.T. proclame le fédéralisme comme axe d'articulation libre et solidaire, sans autoritarisme ni co-action, de tous les groupes économiques et de relation humaine générale, qui accompliront dans la nouvelle coexistence les fonctions de base de la vie sociale dans tous ses aspects. Le fédéralisme constitue aujourd'hui aussi le principe essentiel qui régit les activités de la C.N.T.

Solidarité et entraide

Dans la construction de la nouvelle société et dans la lutte quotidienne de défense des intérêts propres des travailleurs, ces deux concepts sont le point de rencontre de l'action collective dans la recherche du bien commun de toute société.

Les tactiques : l'action directe

Il s'agit là des procédés ou moyens que la C.N.T. met en pratique quotidiennement pour réaffirmer les principes qui l'animent et créer les conditions qui permettent, le moment venu, la satisfaction des finalités. Sur ce point, la C.N.T. et l'anarcho-syndicalisme jouent toute leur crédibilité face aux travailleurs et par là même les possibilités ultérieures d'une croissance qui leur permette de s'étendre à tous les secteurs comme une alternative révolutionnaire décisive.

Nous affirmons que le problème de la fin et des moyens constitue aujourd'hui le point-clé auquel est confronté, généralement parlant, le socialisme.

dans la conquête de ce même pouvoir politique au moyen du vote populaire, finissent par être absorbés par la démocratie bourgeoise pour laquelle ils se sont transformés en fidèles administrateurs. De toute façon, les aspirations révolutionnaires de la classe ouvrière ont subi un revers évident. Les travailleurs ont perdu en grande partie leurs objectifs, conséquence des manipulations des partis et des syndicats qui, dans la majorité des cas, s'orientent vers un réformisme corporatiste conduisant au maintien infini du système d'exploitation que nous subissons.

La C.N.T., l'anarcho-syndicalisme, luttent pour d'une part, ne pas être assimilés par le système et d'autre part, obtenir de nouvelles voies de pénétration qui permettent de nous rapprocher de la révolution et du type de société future à laquelle nous aspirons.

La C.N.T. doit rechercher à travers ses tactiques, moyens ou pratiques, à s'approcher chaque jour davantage des fins pro-

lyses réalisées pour définir les principes, les finalités et les notions d'anti-capitalisme, d'anti-étatisme et de fédéralisme. En réalité, l'action directe qui, aux yeux de l'observateur superficiel, peut paraître action violente et gratuite, est autre chose de très distinct, bien qu'elle assume ou peut assumer, le moment venu, la violence révolutionnaire. Il s'agit d'une méthodologie qui résume la vision globale du monde que professent les anarcho-syndicalistes et dans laquelle se fondent harmonieusement les positions théoriques avec l'action pratique destinée à les réaliser, sans cassure ni contradictions.

L'action directe est la seule action qui puisse être assumée par nos militants, étant préfigurée dans toutes les aspirations exposées. La vision anti-autoritaire de l'histoire, la nouvelle éthique de responsabilité personnelle, le caractère souverain que nous attribuons à la personne humaine pour déterminer son destin, nous amène à repousser toute forme de médiation ou de renoncement à la liberté et à l'initiative individuelle et collective. Ce renoncement est le point-clé, la pente sur laquelle glissent jusqu'à la ruine les diverses écoles du socialisme qui exigent la dépendance du citoyen. Mais nous voulons qu'il soit bien clair que l'action directe ne présuppose pas l'action individuelle et isolée de l'individu, mais l'action collective et solidaire de tous les travailleurs pour résoudre leurs problèmes dans le moment historique que nous vivons, face aux individus qui détiennent le pouvoir ou leurs intermédiaires. Et ce sera ce collectif de travailleurs qui sera chargé en tout moment d'arbitrer les moyens d'appliquer cette action directe, de la manière que l'ensemble ou assemblée considérera la plus opportune, pourvu qu'elle n'aie jamais contre l'essence même de la C.N.T. La défense des travailleurs est un droit et un devoir inéluctable, pour laquelle peuvent être utilisées des méthodes variées qui vont du label, censure syndicale, travail lent, boycott... jusqu'à la grève de solidarité et la grève générale révolutionnaire.

Cette action directe, en définitive, nous amène à repousser parlements, élections parlementaires et référendums, institutions qui sont la clé de l'inter-médiation. Sur le terrain économique revendicatif, et pour les mêmes raisons, nous repoussons tout type d'entités d'arbitrage entre le Capital et le Travail, comme les jurys mixtes, les commissions d'arbitrage, etc., et nous manifestons en faveur de la confrontation directe entre Capital et Travail. C'est pour tout cela que nous repoussons l'Etat sous toutes ses formes.

à suivre

Chiffres et autres précisions

La C.N.T. revendique aujourd'hui 300000 adhérents sur l'ensemble du territoire espagnol. La Catalogne et le Pays Valencien restent aujourd'hui encore les points forts de l'organisation anarcho-syndicaliste dont les militants semblent être mieux implantés dans la métallurgie et la construction.

La « Casa de Campo » est le nom d'un vaste parc situé à l'ouest de la capitale espagnole, dans lequel figurait un immense bâtiment délaissé et que nos camarades de la fédération locale de Madrid ont dû arranger pour qu'il puisse accueillir l'ensemble des délégations. Une infirmerie et un standard téléphonique avaient été mis sur pied. Un réseau vidéo permettait aux observateurs ou à quiconque désirant quitter la salle du congrès, de suivre le déroulement de ce dernier sur des postes de télévision installés en différents endroits. Outre la possibilité non négligeable de se désaltérer grâce à une buvette ouverte en permanence et tenue par des camarades du syndicat de la gastronomie de Madrid, délégués et observateurs présents pouvaient se restaurer chaque midi. La première journée, 1700 repas devaient être servis, ce qui donne une idée de l'ampleur de la tâche qu'impose l'organisation d'un tel congrès.

L'organe national C.N.T. a paru quotidiennement sur 4 pages pendant toute la durée de ce congrès. On trouvait ainsi chaque matin le compte-rendu des travaux de la veille.

Ajoutons enfin que notre camarade Umberto Marzocchi, secrétaire de l'Internationale des Fédérations Anarchistes, invité en tant que tel à ce congrès, a été refoulé à la frontière espagnole. Un communiqué de protestation élaboré par les congressistes a été repris par nombre de quotidiens espagnols.

sur le plan structurel et de son fonctionnement interne, garantissant de cette façon : la liberté et l'égalité de décision des individus et des syndicats intégrés dans l'organisation. Etant donné sa structure non-hiérarchique et ses contenus fédéralistes, la C.N.T. repousse tout type de fonction dirigeante, ainsi que les personnalités de leaders ou chefs charismatiques. Le fédéralisme de la C.N.T. n'est pas une décentralisation d'un pouvoir central au profit de différents pouvoirs d'un plus bas niveau. Cela veut dire que nous prenons une ferme position contre tout type de centralisme. Nous affirmons par là que par son organisation et fonctionnement interne, la C.N.T. préfigure le type de société à laquelle nous aspirons, étant donné que le futur, pour être réalisé, doit être contenu en germe dans le présent.

Dans ce domaine, seuls les secteurs qui présentent une cohérence totale entre la fin proposée et les moyens mis en œuvre pour y parvenir, gagneront à eux la crédibilité du peuple. Cela veut dire que les moyens, tactiques ou pratiques utilisées ne devraient jamais entrer en contradiction avec les principes et les finalités, sous peine d'invalider ces dernières. Le témoignage historique est clair : ceux qui tentèrent de rendre compatible l'obtention d'une société sans Etat et sans classe avec la conquête révolutionnaire du pouvoir politique et la création d'un Etat provisoire ou transitoire, se sont finalement orientés vers l'Etat totalitaire qui, aujourd'hui, opprime les peuples et fait taire ou torture les dissidents. D'autre part, ceux qui, se réclamant des mêmes principes et finalités, placèrent toute leur confiance

posées, aussi lente que cette approche puisse paraître. Pour cela nous devons éviter le type de contradictions souffert par d'autres organisations dites révolutionnaires, si nous voulons préserver notre identité.

L'anarcho-syndicalisme, cependant, a besoin aujourd'hui d'une évolution imaginative et combative, si nous voulons prétendre nous affronter à la forte opposition que le système exerce dans l'actualité, dans tous les domaines de notre vie, tant sur le plan du travail que social et culturel. Sans cet effort, nos prétentions révolutionnaires concernant tous et chacun des domaines dans lesquels nous sommes exploités et opprimés, se sont inévitablement étouffées. Nos tactiques ou moyens se résument en ce que nous appelons action directe, celle-ci dérivant naturellement des ana-

Evolution et révolution

Il est des mots que l'on a parés, des sens magiques, des mots qui voudraient tout dire et auxquels il serait impossible de répliquer.

A une proposition donnée, il suffit de répondre que c'est du REFORMISME, que nous voulons la REVOLUTION et que pour y parvenir, il n'y a qu'un seul moyen : l'ACTION DIRECTE, pour qu'il n'y ait plus rien à dire !

C'est alors que ces mots ou ces concepts perdent leur sens historique, sociologique et militant, pour entrer dans l'ère de la mystification, de l'anathème ou du sublime, au grand enchantement de l'intelligentsia de gauche ; à l'heure où le scandale n'existe plus, ces mots deviennent banaux et perdent leur réelle crédibilité.

Il est important pour nous, anarchistes, de remettre les choses au point si l'on ne veut pas rentrer dans la confusion intellectuelle de notre temps, situation qui ne manque pas de se répéter dans le domaine de la pratique militante d'une organisation et de ses membres.

Nous voulons la révolution, pas l'improvisation, mais la révolution anarchiste qui mettra en place la société sans gouvernement et où l'exploitation de l'individu disparaîtra.

Nous savons que la révolution anarchiste ne sera ni spontanée, ni l'effet de causes uniquement économiques, évoluant selon un mécanisme rigoureux.

Les anarchistes ont rejeté, depuis le début et toujours, les vieilles idées du XIX^e siècle qui a systématisées Marx à sa manière, de savoir qu'il y a une philosophie de l'histoire, que cette histoire a un sens avec un moteur qui est la lutte des classes, et que lorsque l'état des forces productives sont contradictoires avec le mode de production, il y a révolution, avec l'avènement d'une nouvelle société ou le chaos.

Outre le fait que la description marxiste du passage d'une société à une autre, se trouve de plus en plus infirmée par les recherches sur les sociétés primitives, les anarchistes savent que le terme marxiste est un tout et que l'on ne peut pas le disséquer, en prenant, par exemple, d'un côté l'économique avec comme référence le Capital et d'un autre côté, le politique avec notamment le Manifeste du Parti Communiste.

Par ailleurs, la théorie anarchiste est aussi un tout dont on ne peut prendre une partie, mais où l'on peut faire des développements, des ajouts et l'actualiser selon le cadre où l'on se trouve.

Si de nombreux facteurs peuvent entraîner une révolution, ces facteurs sont variables et ne se reproduisent pas d'une révolution à une autre ; il serait donc vain de tracer un schéma-type du déclenchement de la révolution tel que le font les disciples marxistes, moins prudents en cela que leur maître.

Si nous ne pouvons pas prophétiser la révolution, il est un fait qui nous intéresse au premier ordre : pour que la révolution soit anarchiste, il faut, comme le disait Proudhon, que les classes ouvrières sachent ce qu'elles veulent et aient la capacité de gérer et d'administrer la société sans État, sans gouvernants, sans élites et sans autocraties qu'elles soient.

Or cette capacité, à moins de croire en Dieu, elles ne peuvent l'acquiescer que dans la société où nous nous trouvons et non spontanément lors de la révolution où elle mettra en pratique cette capacité et la modifiera selon la situation.

Cette capacité à la gestion directe, à l'administration, à la lutte, au refus d'élite dirigeante, elle s'exerce à l'heure actuelle dans les organisations syndicales, coopératives, mutuelles, les fédérations de locataires, de nombreuses associations très diverses, dans les grèves et autres mouvements.

Bien sûr, cela n'est pas parfait, bien sûr, il y a le parti communiste qui contrôle beaucoup d'associations et de syndicats, bien sûr, l'action concrète de ces associations est souvent critiquable, mais cela est dû à l'influence de la société environnante, aux objectifs confus qui y sont poursuivis et à l'insuffisance d'in-

fluence des anarchistes dans ces mouvements ; si c'était parfait, la révolution serait faite depuis longtemps.

Néanmoins beaucoup d'apprentissages pratiques, si ce n'est la connaissance du système actuel, passent par ces types de participation à la société dans laquelle nous vivons.

Il est évident que ces actions sont réformistes, car visant à des améliorations dans le système actuel. Mais qui voudrait remettre en cause tous les avantages sociaux acquis par de nombreuses luttes ayant nécessité larmes et sang ? Qui voudrait se retrouver dans la situation ouvrière du siècle dernier ?

Il ne sert à rien de crier à la collaboration de classe et de crier les vertus de l'action directe, car ces acquis viennent, pour la plupart, d'actions directes.

L'action directe n'est que le moyen qu'emploient les travailleurs lorsqu'ils se refusent de recourir à leurs députés, mais cela ne se présuppose pas de l'objectif poursuivi.

S'il y a de nombreuses façons de pratiquer l'action directe, une grève décréée par les travailleurs d'une entreprise pour l'augmentation des salaires, le paiement d'une prime ou la réintégration d'un camarade licencié, est une action directe ; une délégation de travailleurs allant rencontrer un patron pour quelque motif revendicatif que ce soit, est une action directe.

En fait, toute action directe autre que la révolution se situe dans un cadre réformiste.

Réformisme ou révolution est le faux débat type du devoir de lycéens en philosophie, et aucun de nos théoriciens anarchistes - Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta et autres - n'a refusé le combat pour l'amélioration immédiate des conditions des exploités, au contraire ils l'ont préconisé, encouragé, notamment Malatesta lorsqu'il parle de la nécessaire participation des anarchistes aux syndicats.

Par contre, tous ont démontré que l'on ne peut faire l'économie d'une révolution au profit d'une chaîne de réformes pour arriver à l'anarchisme.

En cela, les anarchistes doivent pousser à lutter, à toujours vouloir plus avant que les travailleurs ne veulent tout.

Nous devons donner des objectifs révolutionnaires à toute revendication et pousser à ce que la lutte soit indépendante du maire ou du député du coin, mais organisée par les travailleurs eux-mêmes.

La revendication pour une augmentation de salaire doit poser le problème de l'égalité économique, une brigade doit poser le problème de l'autorité dans l'entreprise, la remise en cause des cadences doit remettre en cause l'organisation dans l'entreprise, etc.

Il ne faut pas tomber dans le piège des Comités d'Entreprise qui deviennent eux-mêmes des entreprises, mais mettre à la disposition des travailleurs un certain nombre de moyens de lutte : bibliothèque, cours de formation, etc. Une convention collective signée ne doit pas être une fin en soi, mais le début de combats pour l'élargissement de cette convention.

Le mouvement ouvrier et ses organisations sont sur la défense de leurs intérêts acquis au lieu d'être en position de combat : c'est à nous de les pousser à la lutte, pas des luttes perdues d'avance, mais des luttes qui peuvent aboutir, où les travailleurs prennent goût à l'organisation, pour prouver que c'est la lutte qui paie.

Bakounine disait : « En conséquence, la question n'est pas de savoir s'ils (les peuples) peuvent se soulever, mais s'ils sont capables de construire une organisation qui leur donne les moyens d'arriver à une fin victorieuse - non pas à une victoire fortuite, mais à un triomphe prolongé et durable ».

Ne doutons pas que la F.A. soit l'organisation spécifique anarchiste à renforcer et que l'organisation syndicale de masse à finalité anarchiste est à construire pour qu'enfin l'anarchisme devienne crédible comme chez nos camarades espagnols avec la F.A.I. et la C.N.T.

Groupe MALATESTA

Laissez- les vivre ! Communiqué

Non, il ne s'agit pas des enfants qu'on assassine on peut partout dans le monde, ni des jeunes qui mourront jeunes au champ d'honneur de la future guerre. Il s'agit des vieux, de ce troisième âge, objet de la sollicitude, des attendrissements hypocrites et des larmes de crocodile des gens qui nous gouvernent.

Laissez-les vivre, ces vieux, et même promettez-leur - grâce aux progrès de la Sainte Science - une longévité accrue. Ah ! le beau rêve pour tous les vieux crabes de la politique et du pouvoir : vivre 120 ans, forts de leur sagesse et de leur expérience (imaginez un Pinay immortel !).

Depuis 1945, les gérontes sont à l'honneur, et que de Mather-saléurs en herbe parmi les chefs d'État ! Le sort du monde a été réglé, après la deuxième guerre, par trois vieux dont un gâteux et un fou sanguinaire. Et la gérontocratie a triomphé avec Adenauer, Staline, de Gaulle, Salazar, Franco et Tito qui n'arrive pas à mourir à 87 ans ! On pourrait penser que l'URSS échappe à cette sénilité des cadres... Le communisme, n'est-ce pas la jeunesse du monde, l'avenir radieux, l'irrésistible montée des jeunes générations ? Hélas ! ceux qui ont massacré

la « vieille garde » de Lénine, sont devenus vieux à leur tour et les remplaçant ne se bousculent pas aux portes du Kremlin. Après la chute de Podgorny, la « troïka » dirigeante est devenue un « tandem » : Brejnev, Kossygin. Deux éclopés, âgés respectivement de 73 et 75 ans, qui se rendaient de petits services lors des cérémonies officielles : si l'un était trop mal fichu, l'autre le remplaçait. Kossygin avait invité le président du Sud-Yémen et ce fut Brejnev qui le reçut. Peu après, le ministre de Syrie fut confié aux bons soins de Kossygin, Brejnev étant indisponible. Enfin, depuis trois mois, Kossygin a déclaré forfait. Et la troïka se réduit au seul Brejnev qui aurait bien besoin d'une cure de rajeunissement. Il a fallu songer à remplacer Kossygin : ce dernier avait en réserve un poulain : Masourov, un Russe-blanc qui avait eu durant la guerre des états de service de premiers ordres. Mais en 78, Masourov fut écarté et Brejnev imposa son favori, Tichovov, un ami d'enfance ukrainien qu'avait commencé sa carrière, comme Brejnev, à Dniepropetrovsk, dans l'industrie lourde. Une carrière rapide, sans histoire, qui l'a enfin conduit au poste de membre du Bureau politique. Tichovov est âgé de 74 ans. Sans faire figure de benjamin dans le Bureau politique, il est loin d'être le plus vieux. Le Bureau politique compte 13 membres : le plus jeune, Tchetcherbinitchki - a 62 ans, le plus vieux - Pelsche - en a 81 ! Le Kremlin ressemble un peu à l'asile de Bicêtre. Comme on voit, les maîtres de la Russie sont gens d'expérience : Nestor ou Géronte ?

Laissez-les vivre, diront les bonnes âmes. Sincèrement, croyez-vous que ce soit bien utile ?

Jean BARRUE

Ces dernières années, les objecteurs faisaient des demandes collectives de statut, plus de 500 ont été acceptées entre 1973 et 1978. Depuis, plus de 350 objecteurs se sont vus refuser par la Commission juridictionnelle, l'obtention du statut. Le Conseil d'État, fidèle à sa jurisprudence, a cassé les 10 premiers cas de refus. Pour la plupart, les demandeurs se placent sur le terrain de l'antimilitarisme le plus conséquent : le refus de toutes les armées.

Pour faire aboutir leurs revendications et toucher les médias, ils ont été obligés, ces derniers mois, d'employer l'action spectaculaire (ambassade occupée, tour Eiffel). C'est dans ce sens qu'ils organisent une marche le 19 janvier 80 au matin (10 h) partant de Paris vers la Hollande. Les villes traversées seront vraisemblablement : Taverny le 19 au soir, Beaumont le 21, Creil le 22, Verberie le 23, Compiègne le 24, Soissons le 26, Reims le 28, Charleville le 30, Sedan le 31 puis la Belgique.

Pour les anarchistes, il n'est pas question de s'arrêter à l'obtention du statut d'objecteur par l'OP20 ou d'améliorations même conséquentes du « Service National ». Il ne peut être qu'enviagé et réalisé la destruction de tout instrument coercitif, l'armée figurant au premier rang, pour que soit réelle et totale l'émancipation des individus. Si les procès pleuvent ces derniers temps pour publications antimilitaristes ou injures envers l'armée pour les groupes de la F.A., ce n'est pas un hasard.

La militarisation de la société passe, bien évidemment, par l'élimination des « empêcheurs de tourner en rond » dont nous faisons partie ; par le renforcement des positions financières de l'armée dans l'industrie (commandes passées aux entreprises, assurant ainsi l'emploi) ; enfin par l'image de marque, auprès de la population (voir les dernières grandes manœuvres, stand dans les foires, semaine du ci-

néma militaire), qu'elle soigne au maximum pour rattraper une popularité perdue depuis la guerre d'Algérie et mai 68 où son intervention était envisagée. C'est au mouvement antimilitariste, libéré des influences dogmatiques, qu'il incombe de faire échouer l'opération « charme » de l'armée et son insertion dans l'industrie. Nous n'y parviendrons qu'en condamnant toute forme d'armée et l'embrigadement, aussi bien des corps que des esprits. Ou nous parviendrons à abattre l'armée protectrice des patrons et de la système, ou nous en serons de plus en plus les victimes.

Les revendications, effectivement réformistes, des objecteurs portent, en elles, une remise en cause fondamentale de l'armée. Pour s'en convaincre, il suffit de lire leurs déclarations au cours de leur procès. Ils remettent en cause très souvent le rôle d'embrigadement, d'asservissement des armées, quelles qu'elles soient. L'objection pour raisons philosophiques et surtout religieuses perd du terrain parmi le nombre des demandes. Celles-ci dénoncent de plus en plus l'emploi politique de l'armée et non plus seulement le fait de porter et d'avoir à utiliser des armes, action contraire à leurs pensées ou à leur croyance.

Notre organisation, partie prenante du mouvement antimilitariste radical, appelle au départ de la marche du 19 janvier 80, en soutien au combat mené par les objecteurs et le mouvement de l'OP20, mais surtout parce qu'elle lutte contre toute forme de militarisation et veut abattre l'instrument qui, en dernier ressort, servira à maintenir le système, et qui garantit nos gouvernants contre toute rébellion.

Fédération Anarchiste

**Tous au rassemblement
pour la marche
le 19 janvier à 10 h
Angle Gare St Lazare
rue d'amsterdam**

ITALIE :

Procès d'Alfredo Bonnano

Inculpé pour son livre *La joie armée*, les chefs d'inculpation retenus étant : « association de malfaiteurs » et « apologie du crime », notre camarade Alfredo Bonnano qui, en première instance (en 1978), avait été acquitté pour « insuffisance de preuves », en deuxième instance, a été condamné à 1 an et demi de prison, le 30 novembre 79.

Cette condamnation donne la mesure de la situation de force dans laquelle se trouve aujourd'hui l'État, situation de force due au moment de faiblesse que traverse le mouvement révolutionnaire (moment de réflexion), mais qui a donné à la magistrature et à ses sbires la possibilité d'émettre, sur ce même « délit » dont notre camarade avait été auparavant innocenté, une forte condamnation.

Durant le procès, la salle d'audience était pleine de compagnons, mais cette forte participation n'a pas préoccupé les juges.

Rudi Dutschke

Rudi Dutschke est mort accidentellement le 24 décembre à Aarhus (ville danoise du Jutland), dans l'appartement d'un ami chez qui il était venu passer la fête de Noël. Avec Dutschke disparaît une figure populaire du mouvement étudiant de Berlin : mouvement anti-autoritaire et extra-parlementaire. Il fut un des organisateurs des manifestations violentes en juin 67 contre la présence du chah à Berlin-ouest, au cours desquelles l'étudiant Ohnedurg fut tué par

la police. En avril 68, Rudi fut grièvement blessé à la tête par un militant d'extrême-droite et ne se remit jamais complètement de cette blessure. Après un séjour dans des hôpitaux de Londres,



accusé d'activités subversives, il dut quitter l'Angleterre et se fixa au Danemark où il obtint un poste de maître-assistant à l'université d'Aarhus. Il retourna en Allemagne fédérale, participa au mouvement des « Verts », à Brême en particulier où il se fixa en octobre dernier. Cette participation à l'électoratisme lui valut pas mal de critiques de ses anciens amis. Quoi qu'il en soit, celui qu'on appelait Rudi-le-Rouge restera dans le souvenir des anti-autoritaires et des libertaires.

Le secrétariat
aux Relations Internationales

**souscrivez
massivement**

qué

qu'elle soigne
rattraper une
depuis la guer-
nai 68 où son
it envisagée.
ment antimili-
influences dog-
bombe de faire
on « charme »
insertion dans
n'y parvien-
l'embrigade-
des corps que
nous parvien-
armée protec-
et du sys-
serons de plus

ons, effective-
des objecteurs
une remise en
de l'armée.
ncre, il suffit
tions au cours
remettent en
le rôle d'em-
servissement
elles qu'elles
pour raisons
surtout reili-
terrain parmi
andes. Celles-
plus en plus
de l'armée et
nt le fait de
à utiliser des
traire à leurs
croissance.
n, partie pre-
ent antimili-
elle au départ
9 janvier 80,
at mené par
mouvement
urtout parce
toute forme
veut abattre
dernier res-
tenir le sys-
tit nos gou-
tère rébellion.

Anarchiste

blement
marche
à 10 h
Lazare
rdam

udi fut griève-
ar un militant
e remit jamais
lessure. Après
x de Londres,



sives, il dut
xa au Dane-
e de maître-
rhus. Il ren-
participa au
à Brème en
octobre der-
électoratisme
s de ses an-
celui qu'on
tera dans le
res et des

secrétariat
nationale

ez
ent

Henri Tachan :

Le besoin de refus

En dehors des modes, depuis de nombreuses années, Henri TACHAN compose, écrit et interprète des chansons de qualité.

« Je chante depuis quinze ans et pendant quinze ans je n'ai bénéficié d'aucun support, radio ou télévision. On ne m'entendait pas sur les ondes, on ne me voyait pas sur le petit écran, pourtant j'ai tenu ». Au moment où certaines vedettes sans talent s'enrichissent sur l'estrade dorée du show-business, TACHAN dérange. Il refuse toutes les cartes truquées par les politiciens, les éminences et les chefs. Contre l'hypocrisie des religieux, la rigidité des militaires, les nuques fraîches, ce chanteur indépendant s'insurge. Il combat toutes les morales qui ne cessent d'enfermer l'individu. Avec tendresse, douceur, parfois violence, il provoque à l'amour. C'est un déviant : « Je ne veux pas d'enfant, je le gueule à la face de ce monde des grands assassins et rapaces, pas d'enfant pour vos guerres, vous les ferez sans lui, dans le sein de sa mère il objecte sa vie ».

TACHAN n'aime pas les cortèges musclés des chasseurs de

toutes les campagnes, les amateurs de massacres organisés, les amants de la guerre : « Les soldats ça s'enraye, les soldats ça se rouille, c'est comme les carabines, ton service militaire tu l'continues plus tard à coups de chevrotines : pour le chasseur français il y avait le perdreau boche ou le lièvre fellouze, pour le chasseur français l'anarchiste rouge-gorge et la chienne andalouse ».

Il n'est pas des nantis qui marchent au pas, lorsque sonnent les sinistres clairons de la mort dans les corridors patriotiques : « votre futur, moi je le vois, criblé de bagnoles et de croix, dans le fracas des bombinettes ».

Devant la montée des multiples menaces qui guettent l'humanité, à l'aube de l'apocalypse que préparent, avec acharnement, les nombreux Etats, la voix de Henri TACHAN paraît indispensable.

Comme un pied-de-nez au monde autoritaire : « Mes petites fleurs séchées à la semaine, la semaine, ma goulée de gitane, mon pot de beaujolais, ma roulotte révolte garée en double file, mes aboiements chansons parmi vos muselières ».

Arthur PELUCRE

RAPPEL

Henri Tachan à partir du 15 janvier à l'Olympia.
Jean-Roger Caussimon à la Gaiété-Montparnasse jusqu'au 20, à partir du 22 Lény Escudero.
Claire jusqu'au 2 février à la Cour des Miracles, 23 ave du Maine.
Discographie : 33 tours, CRCA PL37214.
Charlélie Couture et Tchouk-Tchouk Nougâh, tous les soirs à la Péniche (ancrée quai de Valmy).
Et toujours Péroni et Roustan qui prolongent *Couple-moi l'ouffle* au Café d'Edgar à 23 h 15. Au même endroit, à 20 h 30, les Babouches - orchestre féminin - font du rock mou.

ELLE CHANTE LA VIE

CLAIRE

Claire : une femme, trois musiciens (violin, guitare, contrebasse) de jazz : une équipe chaleureuse... qui nous fait partager son espoir de bonheur, son désir de vivre et la joie, ardente, qui l'anime.



La poésie de Claire est tendre et amoureuse, sans concession pourtant pour ce qui fait la grisaille du quotidien : la connerie ou la cruauté. Sans violence et toujours armée d'humour, de grands travers humains sont dénoncés par elle, non sans espoir et croyance - répétons-le - en un monde heureusement nouveau irréversiblement en marche.

Claire n'a pas choisi cette manière d'engagement qu'est le cri désespéré, dans la forme et le fond de ses chansons, mais la tendresse sans fard, simple et déconcertante de courage et de volonté, aidée en cela par la complicité de ses trois compères.

De l'optimisme, assurément !
H. SAINMARO

CINEMA

I... comme Icare

Assassinat d'un président évoquant à s'y méprendre celui du président Kennedy. Certes, comme le mentionne J.P. Grousset, chroniqueur au *Canard enchaîné*, on peut reprocher à Henri Verneuil de s'attaquer à des événements bien éloignés géographiquement, plutôt qu'à des affaires proches de nous. Les re-mous sont moins dangereux !

On ne peut quand même, comme Grousset, négliger totalement ou simplement survoler le sujet primordial du film : la soumission à l'autorité. C'était là, en effet, l'intérêt majeur de Verneuil pour ce film : une expérience réelle démontrant comment 63% des gens sont prêts à donner la mort sans haine, sans raison personnelle.

La punition stimule-t-elle la mémoire des individus ? Un personnage, sous les ordres d'un médecin, inflige à une tierce personne des décharges électriques de plus en plus fortes à chaque erreur d'un questionnaire défini à l'avance ! En fait, l'expérience inavouée au départ, est de montrer jusqu'à quelles limites un individu, malgré ses conflits intérieurs, poussera sa soumission face à une autorité, présentement celle du médecin. A l'Université de Yale, 63% des personnes ont été jusqu'à administrer 450 volts !

Ceci pour nous rappeler qu'un pouvoir n'existe pas seulement par le fait que des gens le détiennent, mais aussi que des gens se soumettent à lui. Nouvelle occasion pour nous, anarchistes, de démontrer qu'il est vain de ne s'attaquer qu'aux détenteurs du pouvoir, si l'on n'attaque pas la notion même de pouvoir et autres valeurs similaires.

Un autre aspect intéressant du film, pour ceux qui n'auraient rien lu sur le sujet, est de dévoiler comment une structure occulte, telle la CIA aux USA voire le SDECE en France, peut influencer et même créer des situations historiques (assassinat du président Kennedy, coup d'Etat de Pinochet au Chili et... ?). Face à cela, sommes-nous réellement aptes à réagir ?

Groupe S. Faure de Bordeaux

Sommaire

- PAGE 1 Editorial
- PAGE 2 Activités F.A.
- PAGE 3 En bref La Corse...
- PAGE 4 Congrès de la C.N.T.
- PAGE 5 Congrès de la C.N.T.
- PAGE 6 Evolution, révolution Laissez-les vivre Communiqué

- PAGE 7 Henri Tachan Claire Bande dessinée I... comme Icare
- PAGE 8 13 thèses...



LES PREMIERES BAGARRES



En 1897, au congrès de la C.G.T. à Toulouse, Emile Pouget, le « gniaff journalier » du célèbre « Père Peinard », fit adopter le sabotage et le boycottage comme arme contre les patrons.

Dans les bistrotts, après le turbin, ça jactait ferme, et les idées faisaient leur chemin. Broutchoux, tout frais débarqué de son Charolais natal, ouvrait grand ses



esgourdes, et bouquinait toutes les brochures libertaires qui lui tombaient sous la main. Il ne tarda pas à en pincer bougrement pour l'anarcho-syndicalisme. Pendant son séjour à Panama, il milita au syndicat des terrassiers-puisatiers-mineurs, et torcha quelques articles pas piqués des vers pour un caneton anar, « le Chemineau ». Le 28 avril 1898, il écopa de sa première



condamnation - 50 F d'amende pour infraction au règlement des chemins de fer - Notre amiche, en bon partisan de la « reprise individuelle », avait en effet l'habitude impénitente de brûler le dur. Six mois plus tard, il fut conduit au violon pour « cris séditieux... » ça aussi, ça allait devenir une habitude !

à suivre...

Bande dessinée tirée de
Les aventures épatantes
et véridiques de
Benoît Broutchoux
par Phil et Callens
Ed. Le dernier
Terrain Vague
En vente à Publico 48 F

Rectificatif

Dans l'article *Syndicat ou conseils ouvriers* du groupe Commune de Kronstadt paru dans le M.L. n°340, il fallait lire colonne 1, 4^e paragraphe, ligne 2, ... et une assemblée de délégués ne peut...

Oeuvres complètes

de Bakounine
tome 7
(Champ Libre)
vient de paraître

en vente à Publico 120 F

13 thèses sur la société de classe, l'idéologie, le consensus et la répression

L'analyse que nous vous soumettons sur l'idéologie, le consensus et l'infrastructure de classe qui les organise, est loin d'être complète, elle n'en a d'ailleurs aucunement la prétention, elle s'efforce simplement d'offrir des repères indicatifs pour faciliter des travaux plus poussés que chacun d'entre nous serait tenté d'effectuer sur le problème.

Il s'agit avant tout d'un instrument de recherche sur la question du consensus, de ses fondements socio-économiques et de ses origines historiques, et non une étude exhaustive sur cette question elle-même.

Si le présent texte aborde, au cours de son analyse, les contradictions de classe existantes actuellement entre le système de production capitaliste et les travailleurs subalternés et asservis par le PROCESSUS SALARIAL qu'il perpétue, il ne fait que les énoncer succinctement.

Ces thèses s'attachent avant tout à démontrer et à dé-montager les mécanismes sur lesquels repose et se développe le STRUCTURE IDEOLOGIQUE qui vise à faire durer et légitimer l'exploitation et l'oppression du PROLETARIAT.

Imparfaite, cette analyse l'est certainement, tant par les limites arbitraires que volontairement nous lui avons fixées, que par les manquements involontaires qui pourront s'y être glissés au fur et à mesure du travail d'élaboration.

Le DEBAT reste donc pleinement OUVERT, chacun d'entre nous PEUT et SE DOIT de L'ALIMENTER.

1) Quel que soit l'espace (socio-économique), quel que soit le temps (historico-politique), les classes dominantes et gouvernantes (praticiennes, nobles, bourgeoises et technobureaucratiques (...)) ont toujours eu le besoin impérieux pour maintenir leur hégémonie économique, politique et culturelle sur les classes qu'elles exploitaient et gouvernaient (esclaves, serfs, salariés, (...)), d'exercer un contrôle permanent et généralisé de ces dernières.

Point de contrôle économique possible de la production capitaliste sans simultanément la mise en place méthodiquement planifiée d'un gigantesque et subtil CONTROLE MENTAL de ceux qui effectuent cette production... au bénéfice exclusif de ceux qui leur extorquent les fruits essentiels de leur travail. CONTROLE MENTAL que nous dénommons globalement IDEOLOGIE.

2) L'idéologie se définit comme un vaste système de RE-PRESENTATION PSYCHO-SOCIOLOGIQUE par lequel la classe dominante dissimule à la classe qu'elle exploite et gouverne, la REALITE permanente de son esclavage économique, social, politique et culturel. Cacher, renforcer, perpétuer la différence foncière entre la réalité sociologique telle qu'elle est en elle-même objectivement et la « réalité » telle que les classes exploiteuses s'emploient à vouloir se l'imaginer et à la faire admettre par le prolétariat telle qu'elles veulent que ce dernier la croie, voilà la fonction première et élémentaire de l'IDEOLOGIE.

A partir de là, l'idéologie est tout à la fois :
- ce qui empêche de voir le REEL tel qu'il est...
- ce qui fait croire que le REEL est autre que ce qu'il est...

3) Ainsi l'IDEOLOGIE apparaît simultanément comme un MYTHE et comme une MYSTIFICATION, l'un étant indubitablement indissociable de l'autre...

Le mythe

L'idéologie, c'est ce qui vise à persuader le prolétariat que la réalité quotidienne de son esclavage salarial est le contraire de ce qu'elle est. L'idéologie veut faire admettre à ceux qui subissent l'exploitation salariale et l'oppression étatique qu'ils ne constituent pas collectivement une CLASSE asservie en tant que telle, mais qu'ils sont au contraire individuellement les libres partenaires sociaux du patronat à égalité de droits et de devoirs.

La mystification

L'idéologie, c'est ce qui vise à persuader le prolétariat que la vente quotidienne de sa force de travail et de ses capacités créatives servent un hypothétique « intérêt général », alors que concrètement elle ne sert qu'à l'accumulation du capital, pour l'intérêt particulier de la classe qui maîtrise le processus de production et qui gouverne la prétendue « collectivité nationale ».

4) C'est la DIVISION CAPITALISTE (esclavagiste, servile, salariale) du TRAVAIL qui donne historiquement naissance à l'IDEOLOGIE au sein du champ socio-économique.

L'idéologie est la résultante logique des RAPPORTS de PRODUCTION, rapports qu'en premier

lieu, elle vise à dissimuler et OBSCURCIR en JUSTIFIANT le mode de production qui les a fait naître.

Le régime de propriété (antique, féodal, industriel) n'est que le mode organisationnel et technique qui structure le mode de production (esclavagiste, servile, salarial) à partir duquel et en raison de celui-ci fonctionnent dynamiquement les forces productives à un moment donné de leur développement.

En fonction de cette REALITE OBJECTIVE, l'IDEOLOGIE, à un moment donné, structure les RAPPORTS SOCIAUX dans le mode de production de ce moment.

Ce sont effectivement les forces productives à chaque époque historico-économique qui procurent la base effective et matérielle à partir de laquelle et pour laquelle se développent les rapports de production, le régime de propriété, et en conséquence évidente : l'IDEOLOGIE.

5) « Notre philosophie de l'histoire, c'est la DEGA-GEMENT DIALECTIQUE des LOIS de l'organisation du travail et de la société économique ».

Proudhon « La création de l'ordre »

« L'histoire est une lutte permanente entre l'accumulation du capital et le travail subalterné et asservi ».

Proudhon « Deuxième mémoire »

Ce qui fonde originellement et originellement la structure essentielle d'une société pleinement constituée quelle qu'elle soit, c'est précisément la forme concrète que prennent les forces productives dans la façon particulière dont elles s'agencent et s'organisent. Ce qui l'assoit et la stabilise (STATUS) et ce qui, ensuite, la renforce, c'est l'appareil POLITICO-JURIDICO-REPRESSIF qui établit FORMELLEMENT en DROIT les rapports de production en mettant ainsi chaque classe à sa « place ».

Le plus fort n'est jamais assez fort pour être le maître, s'il ne transforme sa force en droit et l'obéissance en devoir... (Rousseau, « Du contrat social »).

Mais ce qui perpétue cette structure sociale, économique et politique, encore plus que l'appareil législatif en tant que contrainte physique extérieure, c'est l'appareil IDEOLOGIQUE en tant que contrainte mentale intérieure.

L'idéologie, c'est finalement ce par quoi le système capitaliste (privé ou d'Etat) vise non seulement à encaserner les corps pour qu'ils produisent de la plus-value, mais encore les consciences de ces corps pour que ces dernières acceptent de voir vendre leur force de travail physique et intellectuelle et de se faire extorquer ainsi les fruits essentiels de leur effort productif.

6) L'idéologie peut être ce qu'elle est, et à ce titre durablement fonctionner que si elle parvient à créer les tissus d'une CONSCIENCE COLLECTIVE, collectivement ressentie comme telle.

a) Cette conscience collective aspire à persuader que par-delà les classes (qu'elle nie d'ailleurs en tant que forces économiques antagoniques) il n'existe réellement que des libres « individus égaux dans leurs « justes obligations et droits ».

b) Cette conscience collective à partir de schémas réducteurs, partiels et partiaux (TRAVAIL, FAMILLE, PATRIE, ORDRE, ARMEE...) entreprend un VASTE CONTROLE et une gigantesque NORMALISATION qui suit chaque individu du berceau au tombeau pour perpétuer dans chaque conscience « la nécessaire existence » de la production marchande, du salariat et de l'Etat.

c) Cette conscience collective, pour perpétuer l'ordre actuel, se doit donc dès lors d'être systématiquement relayée par une multitude d'appareils idéologiques capitalistes (partis, syndicats, médias...) qui, bien que parfois opposés quant à la forme à donner à l'ordre SALARIAL et ETATIQUE contemporain, se rejoignent globalement sur le FOND à conserver et à faire accepter par chacun d'entre nous.

7) C'est seulement à partir de cette TRAME IDEOLOGIQUE que peut s'élaborer le CONSENSUS NATIONAL (voire international !), en substituant ainsi méthodiquement à l'intérêt de classe réel un intérêt national (voire international !) formel destiné à voiler la réalité socio-économique du patronat et de l'Etat qui ne sont plus, dès lors, des pôles d'exploitation et d'oppression, mais des sphères de décision et de gestion pour le « bien public ».

Que veut réaliser la classe dominante (par l'outil idéologique) quand elle organise le consensus, ce qu'elle est fatalement obligée d'effectuer pour se maintenir en place ? Elle vise tout simplement à avoir

un maximum d'exploités (mystifiés-mythifiés) dans son champ de classe. Elle cherche à instituer un RAPPORT de FORCE favorable dans les CONSCIENTES de l'espace socio-économique qu'elle entend MAITRISER. Ce qui entraîne :

La marginalisation calculée de la contestation véritable et la constitution « d'un ghetto révolutionnaire ».

La constitution d'oppositions « raisonnables » (simples fractions de gauche et d'extrême-gauche du capital) pour canaliser politiquement et syndicalement tout mécontentement possible dans les limites de l'acceptable.

A partir de là, l'antique « PANEM et CIRCENSES » (« du pain et des jeux ») intervient comme la clef idéologique du jeu consensuel (con-sensus), afin que tout le monde (exploiteurs et exploités) demeure dans le même SENS.

Oui, des jeux et du pain ; un niveau de vie minimum assuré et une généralisation de la « distraction superficielle » (sports, musique, presse...) pour que tout tourne rond intellectuellement et économiquement. Rien de plus, rien de moins...

8) Globalement le consensus dans la société de classe intervient toujours comme une SYSTEMATISATION méthodique et généralisée des idées de la classe dominante que cette dernière veut à tout prix faire pénétrer dans la classe qu'elle exploite et gouverne. C'est, dès lors, un NIVELLEMENT systématique des consciences sur le modèle du « citoyen modèle » logiquement créé par l'Etat coexistant des forces productives. Le CONSENSUS cherche à atteindre le plus grand nombre de prolétaires possible pour REALISER avec eux, par eux, mais contre eux, un ACCORD FORMEL sur le fond des choses (acceptation du salariat, de la production marchande, de la hiérarchie, de l'argent...) et sur la façon de les organiser (pour continuer à voter, à être salariés, à être gouvernés). Bref, si ce sont les « maîtres » qui ont fait les « esclaves », ce sont aujourd'hui les « esclaves » qui perpétuent l'existence des maîtres pour une servitude apparemment volontaire qui n'est rien d'autre que le constat effectif de la réussite brillante des mécanismes idéologiques et des pseudo-contrats (de travail, de législation...) qui sont VOILES et PLANIFIES par le jeu pipé du CONSENSUS qui fait DURER dans le temps capitaliste l'ordre du profit et du pouvoir...

9) A partir de cette STRUCTURE MENTALE COLLECTIVE qui s'impose à chacun, la société et l'entreprise ne sont plus un terrain permanent de lutte de classe, mais un moyen de réussir sa « vie » en se faisant une place « honorable » dans la « vie » ; le travail est ainsi socialement une valeur morale indispensable et l'élément dynamique de chaque économie nationale qui permet à chaque « honnête homme » ou à chaque « honnête femme » de développer sa « conscience professionnelle » et de prouver ses « compétences », c'est-à-dire de servir loyalement et de façon désintéressée les intérêts évidents du patronat et de l'Etat...

Dans le travail, il y a toujours, en fonction de ce dressage IDEOLOGIQUE et CONSENSUEL, identification du travailleur à son travail, identification de chaque individu au rôle social qu'on l'oblige économiquement et politiquement à JOUER...

10) D'une idéologie à une autre, ou d'un consensus à un autre... l'histoire est une perpétuelle LUTTE de CLASSE constamment CONTROLEE par la MYSTIFICATION IDEOLOGIQUE.

Quand les forces productives entrent en contradiction avec les rapports de production et le régime de propriété qui les supervise, elles entrent aussi en contradiction avec l'IDEOLOGIE qui garantissait l'existence de ce TOUT SOCIO-ECONOMIQUE.

Il s'ensuit donc inévitablement qu'il ne peut y avoir renversement de certains rapports de production par d'autres rapports de production, sans renversement simultané de l'ancienne idéologie par une nouvelle ; bref, substitution d'un consensus en faveur d'une classe exploiteuse par un autre consensus en faveur d'une autre classe... En 1789-93, le renversement POLITICO-IDEOLOGIQUE n'a fait que substituer à la structure idéologico-consensuelle nobiliaire (basée sur le « DROIT FEODAL ») une structure idéologico-consensuelle bourgeoise (basée sur le « DROIT MARCHAND »)...

11) Plus le système d'exploitation est transparent, plus il devient vulnérable. L'Etat en tant que support historique du capital, dont le rôle effectif est de garantir, de légitimer et de perpétuer l'ordre éta-

blé entre ceux qui exploitent et ceux qui sont exploités par ces derniers, le SAIT. La seule chose qui lui importe donc, c'est que l'obéissance règne dans les têtes et que l'ordre - son ordre - réagisse fermement contre tout fauteur de désordre.

Il se doit alors de susciter en PERMANENCE des forces idéologiques d'OBSCURCISSEMENT des consciences exploitées pour cacher cette transparence du mieux qu'il le peut, facteurs qui jouent ainsi le rôle d'anti-corps contre-révolutionnaires.

En conséquence, il est évident que la TRANSPARENCE du système ne sera réellement transparente pour tous ceux qui la subissent, que proportionnellement à l'ampleur et à l'acharnement de la lutte révolutionnaire qui sera menée contre lui et non de son degré plus ou moins grand de DICTATURE ECONOMICO-IDEOLOGIQUE, lequel sera directement fonction de l'absence de résistance prolongée qu'il rencontrera.

12) Quand la REPRESSION intervient-elle dans le mécanisme consensuel ?

Tout simplement quand le consensus et la « conscience collective » ne fonctionnent plus comme tels : en période de troubles sociaux qui pourraient dégénérer, en période révolutionnaire qui dépasse la totalité ECONOMICO-IDEOLOGIQUE mise en place par la classe au pouvoir...

Dans ces cas précis, il s'agit de faire intervenir l'appareil militaire-policière, soit pour détruire la minorité activiste qui a déclenché « le trouble », soit pour « dresser » la majorité qui a rompu le code consensuel en question...

Il s'agit toujours de maintenir l'existence des privilèges économiques, politiques et culturels de la classe dominante contre la classe qui remet en cause ces privilèges.

Quand la contrainte interne et idéologique ne parvient plus à mystifier le prolétariat (en période de crise notamment), seule la contrainte externe et répressive peut, par la force policière et/ou militaire, contraindre ce prolétariat à redevenir un rouage économique collectivement productif et servile.

Par contre, en période de relative prospérité, c'est-à-dire en période où les mécanismes idéologico-consensuels peuvent arriver à persuader que le « gâteau est bien partagé », la répression n'est qu'une exception. Alors qu'en période de « crise » cette répression se généralise au moment où les mécanismes de production-consumption se déséquilibrent, les travailleurs relèvent davantage la tête, l'espace idéologique et juridique devient donc, dès lors, nécessairement et méthodiquement REPRESSIF non plus à certains moments, mais en permanence.

Bref, quand l'ALIENATION ordinaire que structure l'idéologie et le comportement soumis du prolétariat qui en découle, ne suffisent plus, le capital et l'Etat mettent en branle de façon planifiée la matraque et le barbelé...

13) Reconnaître l'existence d'une STRUCTURE IDEOLOGIQUE et de mécanisme de domination culturelle et CONSENSUELLE, c'est constater la présence d'un système d'oppression mentale généralisée (sexisme, hiérarchie, racisme, travailisme...) à partir duquel les sociétés conflictuelles de classes se sont toujours fondées historiquement et grâce auquel elles se perpétuent.

A partir de là, il importe de préciser que les révolutionnaires anarchistes, dans l'espace géo-politique national et international où peut se situer et se développer leur action militante, remplissent une double fonction :

- celle d'impulser en permanence un mouvement AUTONOME et révolutionnaire de MASSE dont les objectifs soient nettement anti-SALARIAUX, anti-étatiques et plus largement ANTI-IDEOLOGIQUES... (étant bien entendu que l'anarchisme n'est pas une idéologie parmi les autres, mais une théorie critique du prolétariat anti-idéologique puis qu'anti-mystificatrice) ;

- celle de constamment théoriser leurs expériences pratiques, afin d'approfondir toujours davantage la problématique que pose à tout moment la lutte de classe émancipatrice du prolétariat contre le SALARIAL, l'ETAT et les MECANISMES CONSENSUELS qui structurent l'ordre établi...

FRANCIS (groupe Commune de Kronstadt)

Cet article est rédigé en vue du colloque international qui aura lieu à Paris les 19 et 20 janvier, sur le thème : Consensus, dissidence et répression.

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.